



Alerte rouge zapatiste

Par [Naomi Klein](#)

Mondialisation.ca, 11 janvier 2008

[The Nation](#) 11 janvier 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Militarisation](#)

San Cristóbal de las Casas. Les crèches de Noël abondent dans cette ville coloniale des hautes terres de l'état du Chiapas. Mais celle qui accueille les visiteurs à l'entrée du centre culturel TierrAdentro [1] a sa propre touche locale : les figurines à dos d'âne portent des passe-montagnes et des armes en bois.

C'est la haute saison du « zapatourisme », l'industrie des voyageurs internationaux qui s'est développée autour du soulèvement zapatiste [depuis 1994, ndlr] et TierrAdentro est le point de rencontre. Les affiches, la bijouterie et les textiles réalisés par les zapatistes se vendent rapidement. Dans le restaurant, dans la cour, où à dix heures du soir, l'atmosphère est à la fête, les étudiants universitaires boivent de la bière Sol. Un jeune montre une photographie du Sous-commandant Marcos, avec un passe-montagne et une pipe comme toujours, et lui donne un baiser. Ses amis prennent une photo de plus de ce mouvement sur lequel fourmillent les documents.

On m'emmène au milieu de ceux qui font la fête, vers une pièce fermée au public, à l'arrière du centre. Ici, la sombre atmosphère semble nous faire plonger dans un monde à part. Ernesto Ledesma Arronte, un chercheur de 40 ans, avec une queue de cheval, est penché sur des cartes militaires et des rapports de droits humains. « *Tu as compris ce qu'a dit Marcos ?* », me demande-t-il. « *C'était très fort. Il n'a rien dit de semblable depuis de nombreuses années* ».

Arronte fait référence à un discours qu'a prononcé Marcos la nuit passée (le 16 décembre) au cours du « Premier colloque international Planète Terre : Mouvement anti-systémiques ». Le discours s'intitulait : « Sentir le rouge. Le calendrier et la géographie de la guerre » (« Sentir el rojo. El calendario y la geografía de la guerra »). Comme il s'agit de Marcos, c'était poétique et légèrement elliptique. Mais pour les oreilles d'Arronte, c'était une alerte rouge. « *Ceux qui ont fait la guerre savent reconnaître les chemins par lesquels elle se prépare et se rapproche* », a dit Marcos. « *Les signaux de guerre à l'horizon sont clairs. La guerre, comme la peur, a aussi une odeur. Et maintenant on commence déjà à respirer son odeur fétide sur nos terres* ».

L'évaluation de Marcos appuie ce que Arronte et ses collègues du Centre d'analyse politique et de recherches sociales et économiques (Centro de Análisis Político e Investigaciones Sociales y Económicas, CAPISE) ont suivi à la trace avec leurs cartes et leurs graphiques. Il y a eu une augmentation significative de l'activité dans les 56 bases militaires permanentes que l'État mexicain a en territoire indigène au Chiapas. Ils sont en train de moderniser les armes et l'équipement, de nouveaux bataillons entrent, dont des forces spéciales. Tous ces éléments sont des signes de l'escalade militaire.

Les zapatistes étant devenus un symbole mondial pour un nouveau modèle de résistance, il était possible d'oublier que la guerre au Chiapas n'a jamais pris fin. Marcos, malgré son identité clandestine, provocante, a joué ouvertement un rôle dans la politique mexicaine, surtout aux cours des élections présidentielles très serrées de 2006. Plutôt que de soutenir le candidat de centre gauche, Andrés Manuel Lopez Obrador, il a été le fer de lance d'une campagne parallèle, l'« Autre campagne ». Il a organisé des concentrations où l'attention s'est portée sur des affaires ignorées par les candidats principaux.

Au cours de cette période, le rôle de Marcos comme dirigeant militaire de l'Armée zapatiste de libération nationale (Ejército Zapatista de Liberación Nacional, EZLN) a semblé se dissiper. Il était le « Délégué Zéro », l'anti-candidat. La nuit passée, il a annoncé lors d'une conférence que ce serait sa dernière apparition dans des activités de ce type (rencontres, tables rondes, interviews). L'EZLN « *est une armée, bien autre chose aussi bien sûr, mais c'est une armée* », a-t-il rappelé au public, et lui, c'est le « *chef militaire* ».

Cette armée affronte une nouvelle et grave menace, qui atteint le cœur de la lutte zapatiste. Durant le soulèvement de 1994, l'EZLN a pris de grandes extensions de terre et les a collectivisées, sa victoire la plus tangible. Dans les accords de San Andrés, le droit des peuples indigènes au territoire a été reconnu mais le gouvernement mexicain a refusé de respecter ces accords. Après l'échec à consacrer ces droits, les zapatistes ont décidé de les appliquer de fait. Ils ont formé leurs propres structures gouvernementales, connues sous le nom de « conseils de bons gouvernements » (« *juntas de buen gobierno* ») et de redoubler d'efforts pour construire des écoles et des cliniques autonomes. Avec les zapatistes étendant leur rôle de gouvernement *de facto* sur de grandes extensions du Chiapas, la détermination des gouvernements des États fédéral et fédéré pour les saper s'est intensifiée.

« *Maintenant* », « dit Arronte, « *ils ont leur méthode* ». Celle qui consiste à utiliser le profond désir des paysans du Chiapas à avoir des terres contre celui des zapatistes. L'organisation d'Arronte a informé que dans une seule région, le gouvernement a dépensé près de 16 millions de dollars pour exproprier des terres et les donner aux nombreuses familles liées au notoirement corrompu Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI). Souvent, la terre était déjà occupée par des familles zapatistes. Plus grave encore, nombreux sont les nouveaux « propriétaires » qui sont liés aux groupes paramilitaires qui essaient d'expulser les zapatistes des terres sur lesquelles ils ont de nouveaux titres de propriété. On assiste depuis septembre à une escalade significative de la violence : tirs en l'air, coups, familles zapatistes faisant état de menaces de mort, viols et dépeçages. Les soldats, dans leurs casernes, auront bientôt l'excuse dont ils ont besoin pour sortir : restaurer la « paix » entre les groupes indigènes qui se disputent entre eux. Durant des mois, les zapatistes ont résisté à cette violence et ont essayé de faire connaître ces provocations. Mais parce qu'ils n'ont pas choisi de soutenir Lopez Obrador lors des élections de 2006, le mouvement s'est fait de puissants ennemis. Et maintenant, dit Marcos, leurs appels à l'aide se heurtent à un silence assourdissant.

Il y a une décennie, le 22 décembre de 1997, eut lieu le massacre d'Acteal. Dans le cadre de la campagne anti-zapatiste, un groupe de paramilitaires ouvrait le feu à l'intérieur d'une petite église du hameau d'Acteal, tuant 45 indigènes, dont 16 enfants et adolescents. Certains furent tués à la machette. La police de l'État entendit les tirs mais ne fit rien. Durant les presque trois derniers mois, le quotidien *La Jornada* a mis en relief, par une large couverture, le dixième anniversaire tragique du massacre.

Au Chiapas, toutefois, beaucoup de gens signalent que les conditions actuelles sont terriblement familières : les paramilitaires, les tensions croissantes, les activités mystérieuses des soldats, le nouvel isolement du reste du pays. Ils ont déjà une requête pour ceux qui les ont appuyés dans le passé : ne regardez pas seulement en arrière, regardez vers l'avant et évitez un autre massacre d'Acteal.

Notes:

[1] <http://www.tierradentro.org.mx/>.

Source : The Nation (<http://www.thenation.com>), 20 décembre 2007 ; La Jornada (<http://www.jornada.unam.mx>), 24 décembre 2007.

Traduction : Frédéric Lévêque, pour le RISAL (<http://risal.collectifs.net>).

GLOSSAIRE (RISAL)

■ **Accords de San Andrés**

Accords passés entre le gouvernement mexicain et l'Armée zapatiste de libération nationale en février 1996, avec la coparticipation de larges secteurs de la société mexicaine. Ce sont les résultats de la première table ronde de dialogue qui sera suivie par cinq autres débats thématiques, avec, en première place, une discussion sur les droits et la culture indigènes. Une fois signés, ces accords ont été traduits juridiquement par une commission formée des deux parties et des représentants de tous les partis politiques pour devenir un texte constitutionnel. Au dernier moment, le gouvernement a fait marche arrière et les partis ont ensuite refusé de reconnaître leur engagement.

■ **Autre Campagne (l'), Otra Campaña (La)**

Au Mexique, en juillet 2005, le Sous-commandant Marcos, leader de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN, sigles en espagnol), faisait sa réapparition en public avec la Sixième déclaration de la Forêt Lacandone, un long document où les zapatistes faisaient une évaluation des onze dernières années et des plans pour le futur : fondamentalement, rompre avec les institutions, rejeter le processus électoral de 2006 et lancer une « Autre campagne », un mouvement d'articulation nationale des mouvements et des forces sociales autour d'un projet populaire de société à construire à partir de 2006, lentement et sans se presser, dans le plus pur style indigène.

En janvier de cette année, Marcos, devenu le « Délégué Zéro », à cheval sur une moto, a entamé son « périple » de six mois, un processus d'assemblées, de réunions, de débats et d'articulations avec les mouvements sociaux de tous les états pour divulguer « l'Autre campagne », et jeter les bases de sa construction.

■ **Ejercito Zapatista de Liberación Nacional (EZLN)**

Organisation politico-militaire de l'état du Chiapas, au sud du Mexique, à composition majoritairement indigène et dirigée par le Comité Clandestino Revolucionario Indígena-Comandancia General (CCRI-CG).

Cette organisation, née clandestinement dans les années 80, s'est fait connaître à partir du 1er janvier 1994 en occupant plusieurs villes du sud du pays avant de se retirer face à l'offensive de l'armée mexicaine. Elle mène depuis la lutte contre le « mauvais gouvernement » mexicain et la mondialisation néolibérale.

■ Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI)

Le Parti révolutionnaire institutionnel a gouverné le Mexique pendant plus de 70 ans, jusqu'en 2000, année de la victoire électorale de Vicente Fox, du Parti d'action nationale. Son régime a été notamment marqué par la répression et le corporatisme.

La source originale de cet article est [The Nation](#)

Copyright © [Naomi Klein](#), [The Nation](#), 2008

Articles Par : [Naomi Klein](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca